



C E T R I

ANALYSE 2016
24 mars

Centre tricontinental

UN PARANGON D'ÉMANCIPATION ET D'AUTONOMIE, LE ZAPATISME ?

Bernard Duterme

Quels sens et formes acquièrent les notions d'« émancipation » et d'« autonomie » lorsque l'on prend appui sur l'expérience de la rébellion zapatiste du Chiapas pour les appréhender ?¹

La rébellion zapatiste, pour rappel, c'est cette insurrection d'indigènes mayas de l'Etat du Chiapas, dans le Sud-Est mexicain, qui se sont soulevés, armés, le 1^{er} janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique), pour y réclamer « la démocratie, la justice et la liberté », et pour dénoncer « l'exploitation, les discriminations, la marginalisation, le mépris et le racisme » dont ces populations autochtones sont l'objet là-bas.

Quelques années plus tard, c'est cette même rébellion maya qui, contrariée par le non-aboutissement de ses multiples tentatives d'atterrissage sur la scène politique mexicaine, mais surtout « trahie » par la non-application par les autorités mexicaines des premiers accords de paix signés dès 1996 entre le gouvernement et les insurgés, a opté résolument pour une certaine forme de repli sur sa propre zone d'influence, dans les hautes et les basses terres de l'Est du Chiapas, pour y construire son « autogouvernement », son propre régime d'« autonomie de fait » (CETRI, 2014).

C'est donc cette rébellion des indigènes zapatistes du Chiapas qui va se voir progressivement érigée, à son corps défendant et avec le temps, en un parangon, un modèle en matière d'émancipation et d'autonomie, ou, à tout le moins, un exemple, une référence, une source d'inspiration... De nombreux intellectuels de renom l'ont célébrée comme telle, de par le monde. Parmi eux, pour n'en citer qu'un, l'historien médiéviste français Jérôme Baschet, auteur en 2015 de l'ouvrage *Adieux au capitalisme* (Paris, La Découverte), qui y décrit et analyse le mouvement des rebelles chiapanèques comme « *l'une des 'utopies concrètes' les plus remarquables que l'on puisse observer aujourd'hui à l'échelle planétaire* ».

Que vaut à cette rébellion d'indigènes mayas du fin fond du Mexique, à ce mouvement insurgé il y a plus de vingt-deux ans avec de vieilles pétouilles à la main, d'être ainsi considéré comme un idéal, un archétype en matière d'émancipation et d'autonomie ? Une première tentative de réponse focalisera sur la question de « l'émancipation », une seconde sur la question de « l'autonomie », l'une et l'autre éclairée par la façon dont l'expérience zapatiste tente de leur donner vie, de la parole aux actes.

« Émancipation » à la mode zapatiste

Ce qui vaut donc à la rébellion zapatiste une telle reconnaissance, une telle résonance internationale, c'est d'abord d'avoir jeté les bases de ce que le sociologue Philippe Corcuff appelle une « nouvelle

¹. Mise en forme des notes d'un exposé présenté lors du 3e colloque international « Penser l'émancipation » - plénière « Émancipation et Autonomie » - qui s'est tenu à l'Université libre de Bruxelles (ULB) du 28 au 30 janvier 2016. Vidéo de cet exposé : <http://www.cetri.be/Emancipation-et-autonomie-a-la>.

perspective émancipatrice », à savoir une volonté d'affranchissement de différents types de domination, de sortie des différents types d'oppression dont ces populations sont les victimes. Dit autrement et plus positivement, cette « nouvelle perspective » repose sur la combinaison, dans le discours des rebelles indigènes comme – au mieux ! – dans leur pratiques, de différentes familles d'aspirations à l'émancipation. Ces aspirations puisent tantôt dans des registres déjà anciens, voire très anciens, tantôt dans de plus récents, et constituent de la sorte un mélange d'aspirations héritées, renouvelées ou inusitées, inédit en Amérique latine en 1994.

Épinglons-en brièvement une petite dizaine, les principales. D'abord, peut-être la plus ancienne car elle remonte au 18^e-19^e siècle, l'aspiration *républicaine* à la démocratie politique, à la citoyenneté, affichée dès les premiers jours du soulèvement dans les revendications-phares des insurgés : « ¡*Democracia, Justicia, Libertad!* ». Rejet de toute forme de domination politique. Aspiration *socialiste* ensuite, à l'égalité entre groupes sociaux, à la justice sociale. Refus de toute forme de domination sociale. Aspiration *chrétienne* aussi, à la « libération sur terre », à la « terre promise », aspiration certes quasi absente du discours du porte-parole de la rébellion, le sous-commandant Marcos, mais omniprésente dans la parole d'une bonne part des leaders indigènes, proches des animateurs du diocèse de feu Don Samuel Ruiz ou encore de l'organisation « *Pueblo creyente* » (Peuple croyant). Contestation de toute forme de domination religieuse.

L'aspiration *tiers-mondiste* à l'autodétermination, à la souveraineté sur son propre territoire est évidemment aussi présente au cœur de la démarche zapatiste. Opposition à toute forme de domination coloniale ou néocoloniale. L'aspiration *anticapitaliste* également, moins visible au début mais plus effective à partir des années 2000 : aspiration au *buen vivir* « démarchandisé », aux biens communs. Récusation de toute forme de domination économique, d'appropriation, d'accaparement. Centrale aussi depuis les premiers jours de la rébellion cette fois, l'aspiration *identitaire* à la reconnaissance, à la diversité culturelle, à l'affirmation ethnique. Les zapatistes demandent à être reconnus « égaux parce que différents ». Combinaison originale du registre de la redistribution au registre de la reconnaissance. Rejet de toute forme de domination culturelle.

Moins habituelles encore – pour ne pas dire totalement incongrues – au sein d'un mouvement révolutionnaire latino-américain, les aspirations *féministes*, *écologistes* et *libertaires* nourrissent également tant la parole que les actes zapatistes, ou pour le moins une partie d'entre eux... dans le meilleur des cas. La première vise l'égalité de genre, la parité entre le sort des femmes et celui des hommes. Déconstruction de toute forme de domination masculine. La deuxième aspiration est mue par le souci de l'environnement, le respect de la « Terre-Mère ». Un rapport à la nature affranchi de toute forme de domination physique, technique ou productiviste délétère. La troisième enfin porte sur la reconnaissance du sujet, sur le statut de l'individu dans le collectif. Remise en cause de toute forme de domination institutionnelle, traditionnelle, voire communautaire.

Face à une telle gamme d'aspirations, à un tel éventail de revendications combinées, chaque école sociologique, chaque chapelle politique va reconnaître dans le cocktail zapatiste, au fil des années, sa saveur préférée... au risque d'ailleurs d'en négliger ou d'en effacer les autres, voire en conditionnant son intérêt pour la rébellion indigène à l'abandon de certaines de ses dimensions (Duterme, 2006). Or, l'originalité – fragile – de ce mouvement rebelle réside précisément dans cette articulation d'aspirations jusque-là opposées, si pas oubliées, dans l'histoire des luttes en Amérique latine, et en Amérique centrale en particulier. Si les insurgés zapatistes s'inscrivent bien – rien que par leur nom : EZLN – Armée zapatiste de libération nationale – dans la filiation de leurs prédécesseurs immédiats (FSLN – Front sandiniste de libération nationale, au Nicaragua ; FMLN – Front Marti de libération nationale, au Salvador), à l'évidence, ces derniers étaient mus par un éventail plus classique et nettement plus réduit d'aspirations.

Cette articulation de dimensions multiples qui confère au zapatisme son originalité, on la retrouve dans les identités mobilisées par le mouvement, dans les références identitaires convoquées par ses membres... tantôt paysans, ouvriers, indigènes, mayas (tzotziles, tzeltales, tojolabales...), chiapanèques, mexicains (le drapeau patriotique est omniprésent dans les cérémonies des zapatistes... au grand dam de leurs sympathisants libertaires), citoyens du monde, hommes, femmes, etc. Combinaison inattendue et exceptionnelle donc d'affirmations sociales, classistes, culturelles, ethniques, régionales, territoriales, nationales, universelles et de genre.

Il en va de même avec les formes d'organisation, les répertoires d'action de la rébellion, où l'on a affaire *de facto* à une combinaison de modes de mobilisation en tension : tantôt plutôt démocratiques, horizontaux, participatifs, réticulaires, symboliques, créatifs..., tantôt plus classiques, verticalistes, autoritaires ou centralisateurs. Si le mouvement zapatiste est effectivement parvenu à rompre avec le dogmatisme, le militarisme et l'avant-gardisme, il se caractérise toujours par des moments de plus ou moins grande ouverture ou de plus ou moins forte intransigeance. Il mérite en tout cas la triple étiquette qui lui a été collée, il s'agit bien d'un mouvement à la fois « identitaire, révolutionnaire et démocrate ». On le sait, pareille association ne court pas les rues sur les autres continents. Le zapatisme revendique une intégration sans assimilation et une autodétermination sans séparation.

« Autonomie » à la mode zapatiste

Deuxième focus : ce qui vaut à cette rébellion d'être considérée comme un modèle ou, pour le moins, comme une source d'inspiration, c'est aussi toute la question de l'« autonomie », et plus précisément de l'« autonomie de fait »... à la construction de laquelle les zapatistes se sont attelés depuis le début des années 2000. Depuis – comme nous l'évoquions plus haut – qu'ils eurent tiré les leçons, d'une part, de leur incapacité à prendre pied, en alliance avec les gauches mexicaines, sur la scène politique nationale, d'autre part et surtout, de l'incapacité du pouvoir fédéral (du PRI comme du PAN) à respecter et appliquer les accords signés à San Andrés en février 1996 avec les rebelles.

Les zapatistes vont alors parier sur le développement, le renforcement de leur propre système d'« autogouvernement » dans leur zone d'influence, à savoir un territoire très fragmenté – aucune municipalité n'est à 100% zapatiste – de la taille de la Belgique, organisé en trois niveaux de pouvoir : des centaines de communautés locales à la base, une petite trentaine de « municipalités rebelles autonomes zapatistes » à un niveau intermédiaire, et cinq zones régies par autant de « Conseils de bon gouvernement » (*los Caracoles*) qui chapeautent et coordonnent.

Concrètement, au quotidien, l'« autonomie de fait » s'organise dans la délégation concentrique et ascendante du pouvoir depuis la base, dans la rotation incessante et la révocabilité immédiate de tous les mandats, de toutes les « charges » qu'à tour de rôle les délégués indigènes, hommes et femmes, acceptent d'assumer bénévolement, à chacun des trois niveaux de pouvoir, là où l'on gère l'autonomie politique, éducative, sanitaire, juridique et, autant que faire se peut, productive et commerciale des communautés. Vue par Jérôme Baschet, la dynamique prend ainsi la forme d'« *un autogouvernement non étatique et anticapitaliste qui donne corps au 'nous' de la dignité rebelle autant qu'au 'nous' de l'humanité rebelle* ». Une « *actualisation de la Commune de Paris* » telle que la décrivait Marx, en somme.

Pour les zapatistes, l'autonomie est devenue à la fois la méthode et la finalité de leur lutte, le processus même autant que l'horizon de sortie des dominations, le laboratoire, le terrain d'expérimentation concrète, pratique, par le bas de leur projet de transformation sociale, d'émancipation politique et culturelle... On ne sait d'ailleurs plus trop quel terme précède l'autre – construire l'autonomie par l'émancipation, atteindre l'émancipation par l'autonomie ? – ou s'ils se superposent.

La démarche repose en tout cas sur le refus de tout contact avec l'Etat, jusqu'au rejet de tout investissement public, fonds social, etc. N'est plus zapatiste celui qui enfreindra la règle. Refus de toute forme de médiation, de représentation, d'imposition, de professionnalisation du politique, de confiscation du pouvoir, d'abandon de souveraineté dans des structures en surplomb, partisans ou étatiques. La rébellion est dans l'autocréation d'institutions propres, « *l'auto-institution du social* ». Pour le sous-commandant Marcos (auto-rebaptisé sous-commandant Galeano depuis 2014), c'est un même rejet de l'aliénation, de la hiérarchisation, de la distanciation, de la séparation des registres, qui se joue dans la « radicalité démocratique » de l'expérience zapatiste... et qui irrigue d'ailleurs ses écrits poético-humoristico-politiques.

Au-delà, c'est le rapport même de l'EZLN au politique – sa conception de l'État et les voies privilégiées du changement social – qui a ainsi évolué en vingt ou trente ans de zapatisme (selon que l'on considère ou non les dix ans de gestation qui ont précédé le soulèvement de 1994). D'une tendance plutôt « étatiste » (classique, jacobine, marxiste-léniniste, verticaliste, « par le haut ») dominante dans les premières années, le mouvement est progressivement passé à une tendance plus « autonomiste » (libertaire, horizontale, « par le bas »), ramassée dans l'une des consignes clés de la dynamique, le célèbre « *mandar obedeciendo* » (commander en obéissant). « *Le peuple commande, le gouvernement*

obéit ». Si d'aucuns tendent à considérer cette consigne comme l'essence même du zapatisme, d'autres y voient plutôt l'aboutissement d'une évolution circonstancielle, opportuniste, accidentelle du mouvement, amené à « *faire de nécessité vertu* » (Daniel Bensaid).

Qu'en est-il enfin de la fécondité, de la viabilité – sociale, politique, économique... – de ces expériences d'autogouvernement zapatiste, à l'œuvre dans les zones d'influence de la rébellion ? Là aussi tend à prévaloir un clivage parmi les observateurs plus ou moins « zapatissants » du mouvement, avec d'un côté, une sincère fascination pour cette actualisation à ciel ouvert des modes d'organisation démocratiques ou communautaires indigènes, fascination pour les réalisations réelles engrangées en matière d'éducation autonome, de santé autonome, de justice autonome, etc. ; de l'autre côté en revanche, un certain scepticisme quant à la viabilité, surtout économique, de ce régime d'autonomie, dans un contexte toujours très adverse, militairement et politiquement, voire socialement. L'EZLN souffre aujourd'hui sur le terrain d'une forte vulnérabilité sociale, militaire et économique et, au sein des gauches mexicaines, d'un relatif isolement politique. Le tout rend d'autant plus étonnante sa persévérance et sa durabilité (CETRI, 2014).

Principaux travaux du CETRI sur la rébellion zapatiste depuis 2000

- 2014, *Zapatisme : la rébellion qui dure*, Alternatives Sud, Paris-Louvain-la-Neuve, Syllepse-CETRI.
- 2014, « La rébellion zapatiste au Chiapas : 20 ans d'insoumission », *Bruxelles Laïque Echos*.
- 2014, « 20e anniversaire de la rébellion du Chiapas – Entretien avec Jérôme Baschet », *Mediapart*, janvier.
- 2013, « Chiapas : les 20 ans d'une rébellion qui dure », *RTBF Info*.
- 2013, « 20e anniversaire de l'insurrection zapatiste – 'Liberté, Démocratie, Justice !' », *Altermondes, Imagine DLM et La Revue Nouvelle*.
- 2012, « Zapatista Spring - The Lessons of International Solidarity, un livre de Ramor Ryan », *Le Monde diplomatique*, mai.
- 2011, « ¿Qué lentes valen para los pasamontañas ? Enfoques sociológicos de la rebelión zapatista », in *EL EZLN y sus intérpretes. Resonancias del zapatismo en la academia*, México, UACM.
- 2011, « L'«autonomie de fait» des zapatistes du Chiapas : une alternative viable ? », Paris, SciencesPo, avril.
- 2011, « Retour sur la rébellion zapatiste : enjeux, limites et portée », *A voix autre*, avril.
- 2009, « What happened to the Zapatistas ? », *Le Monde diplomatique*, décembre.
- 2009, « Passés de mode, les zapatistes ? », *Le Monde diplomatique*, octobre.
- 2006, « Les univers mayas et le zapatisme », *France Culture*, novembre.
- 2006, « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements n°3 et La Revue Nouvelle*.
- 2006, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas », *Manière de voir – Le Monde diplomatique*, novembre.
- 2006, « Chiapas : du centre à la marge du jeu politique ? », *Libertés*, juin.
- 2006, « El zapatismo como movimiento social », *Entre Voces n°5 et CLACSO*.
- 2006, « Zapatistes : une armée en campagne », *Vacarme*, n°35.
- 2005, « 1er janvier 1994 : un double événement historique », in *Traités de libre-échange aux Amériques*, CETIM, Genève.
- 2004, « México. Diez años de orgullo sin rostro », *Proceso*, Edición especial, n°13, janvier.
- 2004, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- 2004, « Dixième anniversaire du soulèvement zapatiste au Mexique », *RTBF - La Première*.
- 2003, « Bilan de la rébellion zapatiste - Dix ans de dignité rebelle », *Enjeux internationaux*.
- 2001, « Les zapatistes au risque de Mexico », *Le Soir*, 28 février.
- 2001, « Mondialisation et coopération au développement : le prisme du Chiapas », in *Les Mondialisations : gouffre ou tremplin ?*, L'Harmattan, Paris.
- 2000, « Chiapas partout » et « Le zapatisme, c'est cela ou ce n'est rien ! », Dossier Chiapas, *La Revue Nouvelle*.

Bernard Duterme est directeur et chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

